



Profils de financement DES PETITES ENTREPRISES

Programme de recherche sur le
financement des PME

août 2007

Les petites et moyennes entreprises du Québec

Allan Riding, Université d'Ottawa
Barbara Orser, Université d'Ottawa

Au Québec, 96 % des entreprises sont de taille petite ou moyenne¹. Non seulement les PME sont d'importants moteurs de la création d'emplois et de la croissance économique, mais en outre elles contribuent fortement à la productivité, puisqu'elles ont dépassé à ce chapitre les grandes entreprises au cours des 10 dernières années². L'accès au financement est crucial si les PME veulent se développer et prendre de l'expansion. Le présent article, qui utilise les données du Programme de recherche sur le financement des PME, donne un aperçu des caractéristiques des PME du Québec et compare l'activité en matière de financement entre l'entreprise québécoise moyenne et l'entreprise canadienne moyenne.

Sommaire des principaux résultats : Les PME du Québec et de l'ensemble du Canada sont petites, comptant généralement moins de cinq employés. Comme de nombreuses PME canadiennes, la plupart des PME du Québec ont recours à des sources informelles de financement, comme les économies personnelles et le crédit personnel du propriétaire. Toutefois, le mode de financement des PME québécoises diffère également à divers égards de celui des autres entreprises canadiennes. Les caisses populaires, qui sont d'importants fournisseurs de prêts pour les PME, semblent exiger de ces PME plus de documents par rapport aux exigences imposées aux entreprises des autres provinces. Dans l'ensemble, les entreprises québécoises ont tendance à être un peu moins axées sur la croissance, mais contribuent fortement à l'activité de recherche-développement (R-D) au Canada et sont plus susceptibles de demander et d'obtenir du capital de risque, lequel constitue une source de financement importante pour les PME à forte croissance et axées sur la technologie. Les entreprises du Québec ont obtenu

du capital de risque à un taux disproportionnellement élevé en regard de la part des entreprises de l'industrie du savoir établies dans cette province.

Définitions

Pour les besoins de la présente analyse, les petites et moyennes entreprises (PME) sont les exploitations commerciales (à but lucratif) comptant moins de 500 employés et ayant des revenus annuels inférieurs à 50 millions de dollars.

Cette définition exclut les organismes à but non lucratif, les organismes publics, les établissements d'enseignement, les hôpitaux, les filiales, les coopératives ainsi que les sociétés de financement et de contrat de location-acquisition.

La présente analyse compare le profil et l'activité en matière de financement des PME du Québec avec les moyennes nationales.

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

CONTEXTE POUR LES PME DU QUÉBEC

Selon l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, réalisée en 2004 par Statistique Canada, on compte environ 1,4 million de petites et moyennes entreprises commerciales (à but lucratif) au Canada. Sur ce nombre, environ 22 % exercent leurs activités au Québec, taux qui concorde avec la proportion de la population canadienne vivant dans cette province (24 %, soit 7,4 millions). Le tableau 1 présente la répartition de la population et des

¹ Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2004.

² RBC Groupe financier. « Les petites entreprises en tête des gains de productivité au Canada », octobre 2006.
<http://www.rbc.com/nouvelles/20061030smallbiz.html>.

PME ainsi que la part du produit intérieur brut (PIB) canadien, selon la région.

Le taux de formation d'entreprises au Québec est inférieur à la moyenne nationale, avec 62,5 établissements par millier d'habitants (par rapport à 71,5 établissements par millier d'habitants pour l'ensemble du pays).

Tableau 1
Répartition des PME, du produit intérieur brut (PIB) et de la population au Canada, selon la région, 2004

| Région | Part des PME | Part du PIB | Part de la population |
|-----------------------------|--------------|-------------|-----------------------|
| | (% Canada) | | |
| Provinces de l'Atlantique | 6 | 6 | 7 |
| Québec | 22 | 20 | 24 |
| Ontario | 36 | 40 | 39 |
| Provinces des Prairies | 22 | 21 | 17 |
| Colombie-Britannique | 15 | 12 | 13 |
| Territoires | <1 | <1 | <1 |
| Total pour le Canada | 100 | 100 | 100 |

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Statistique Canada. CANSIM, tableau 051-0001, Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe pour le Canada, les provinces et les territoires.

Statistique Canada. CANSIM, tableau 384-0002, Produit intérieur brut, en termes de dépenses, comptes économiques provinciaux.

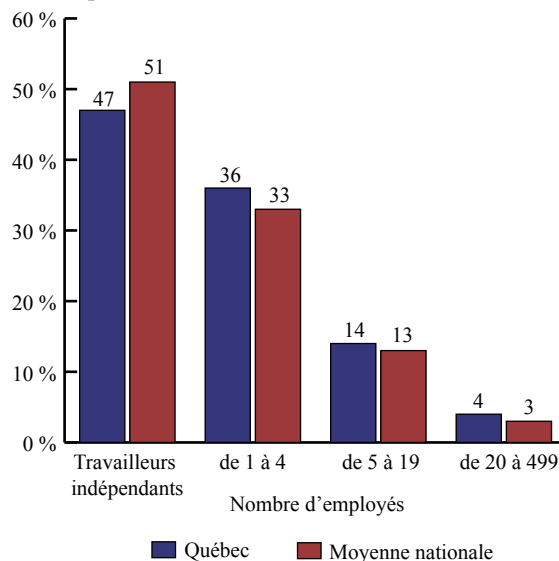
La répartition par âge des PME du Québec concorde avec la moyenne nationale. Environ 11,5 % des entreprises de cette province ont commencé à vendre des produits ou des services entre 2002 et 2004, comparativement à 11,2 % pour l'ensemble des entreprises canadiennes.

PRÉDOMINANCE DES PETITES ENTREPRISES AU QUÉBEC

Les besoins de financement des PME varient principalement selon la taille de l'entreprise.

Les moyennes et grandes entreprises cherchent habituellement davantage que les petites à obtenir du financement externe. Par ailleurs, on pense généralement que les petites entreprises sont moins aptes que les grandes à obtenir du financement et qu'elles se tournent davantage vers des sources informelles de capital, entre autres les finances personnelles. La figure 1, qui compare avec la moyenne nationale la répartition des PME québécoises selon la taille, montre que les PME de cette province sont principalement des petites entreprises, 97 % d'entre elles employant moins de 20 personnes. De plus, bien que près de la moitié des entreprises québécoises soient classées comme des entreprises appartenant à des travailleurs indépendants, le travail indépendant est relativement moins fréquent au Québec que dans l'ensemble du Canada – 10,3 % des travailleurs du Québec sont à leur compte, par rapport à une moyenne nationale de 11,9 %³.

Figure 1
Répartition des PME du Québec selon la taille de l'entreprise, 2004



Source: Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

³ Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. www40.statcan.ca/102/cst01/labr66a_f.htm.

RÉPARTITION DES PME DU QUÉBEC SELON LE SECTEUR INDUSTRIEL

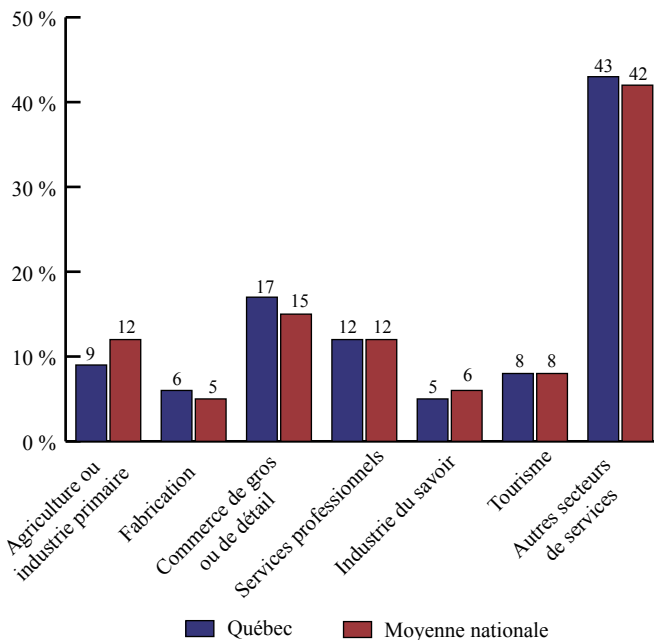
L'économie québécoise repose principalement sur les ressources naturelles et l'énergie, mais la province abrite 25 % des entreprises canadiennes de technologie de l'information, 55 % de la production aérospatiale du pays, 30 % de l'industrie pharmaceutique et 40 % des entreprises de biotechnologie. Le Québec est également à l'origine de 44 % des exportations canadiennes de produits de haute technologie.

La figure 2 compare avec la répartition moyenne nationale la répartition des PME québécoises selon le secteur. Bien que les PME québécoises exercent leurs activités dans tous les grands secteurs, la province possède une proportion de PME plus élevée que la moyenne nationale dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros et de détail. Au Québec, 5 % des entreprises évoluent dans l'industrie du savoir⁴. À cet égard, le Québec se classe au troisième rang après l'Ontario (7 % des entreprises évoluant dans l'industrie du savoir) et la Colombie-Britannique (6 %).

CARACTÉRISTIQUES DES PROPRIÉTAIRES DE PME DU QUÉBEC

Au tableau 2, on compare avec les moyennes nationales le profil des propriétaires majoritaires des PME québécoises. Comme le montrent les données, le profil des propriétaires de PME québécoises concorde en grande partie avec la moyenne nationale. Comme on pouvait s'y attendre, les propriétaires québécois sont principalement francophones; toutefois, au Québec, la proportion de propriétaires qui parlent une langue autre que l'anglais ou le français (6 %) est nettement inférieure à la moyenne nationale de 14 %. Seules les provinces de l'Atlantique ont un taux encore plus bas à ce chapitre.

Figure 2
Répartition des entreprises québécoises, selon le secteur industriel, 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.

CROISSANCE ET INNOVATION DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

Environ 34 % des propriétaires de PME québécoises avaient l'intention de prendre de l'expansion au cours des deux prochaines années, comparativement à 39 % à l'échelle nationale. Avant d'élaborer une stratégie de croissance, il faut mettre au jour les moteurs de la croissance et les obstacles à la croissance. Les entreprises du pays ont signalé que la productivité, la commercialisation, la planification de la relève et l'accès au financement sont les principaux facteurs de la réussite commerciale. L'exportation constitue une stratégie de croissance, et 8 % des PME du Québec et de l'ensemble du Canada ont exporté des produits ou des services à l'étranger en 2004.

⁴ La définition de l'expression « entreprise de l'industrie du savoir » s'inspire des catégories d'industries du domaine des sciences et de la technologie établies par Industrie Canada et de celles considérées comme étant « à forte concentration de savoir » d'après les mesures de l'activité de recherche-développement.

Tableau 2**Profil des entrepreneurs, comparaison entre le Québec et le Canada, 2004**

| Entrepreneurs québécois | Caractéristiques | Moyenne nationale |
|---|------------------------------------|---|
| Femmes (19 %), hommes (71 %), partenariats mixtes (11 %) | Sexe | Femmes (16 %), hommes (64 %), partenariats mixtes (20 %) |
| Minorités visibles (3 %), Autochtones (1 %), personnes handicapées (2 %), nouveaux immigrants (1 %) | Appartenance à une minorité | Minorités visibles (7 %), Autochtones (2 %), personnes handicapées (4 %), nouveaux immigrants (1 %) |
| Moins de 30 ans (3 %), entre 30 et 64 ans (90 %), 65 ans ou plus (7 %) | Âge | Moins de 30 ans (3 %), entre 30 et 64 ans (87 %), 65 ans ou plus (10 %) |
| Anglais (9 %), français (85 %), autres langues (6 %) | Langue maternelle | Anglais (67 %), français (19 %), autres langues (14 %) |
| Moins de 5 ans (12 %), entre 5 et 10 ans (17 %), plus de 10 ans (71 %) | Expérience en gestion | Moins de 5 ans (12 %), entre 5 et 10 ans (19 %), plus de 10 ans (69 %) |
| Milieu urbain (68 %), milieu rural (32 %) | Emplacement | Milieu urbain (72 %), milieu rural (28 %) |
| Entreprises exportatrices (8 %) | Activité d'exportation | Entreprises exportatrices (8 %) |

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

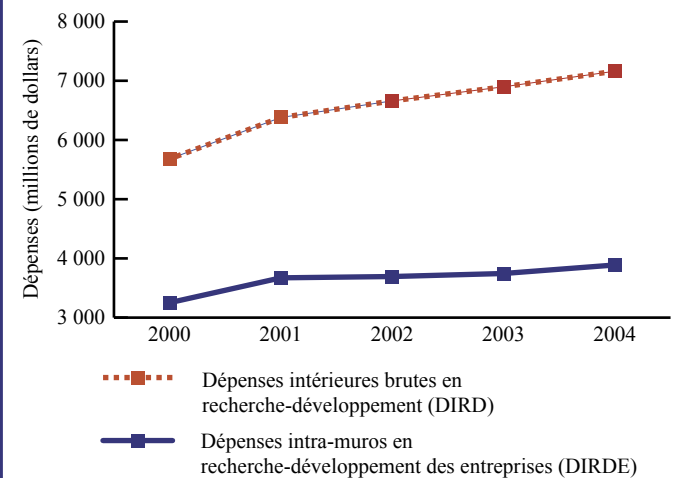
Un autre moyen d'assurer la prospérité de l'entreprise consiste à innover. Entre 2002 et 2004, les entreprises du Québec, toutes tailles confondues, ont consacré plus de 18 milliards de dollars à la R-D, ce qui représente plus de la moitié des dépenses en R-D dans la province (voir la figure 3). Les dépenses en R-D des entreprises québécoises représentaient 30 % du total national, ce qui est de loin inférieur au taux de 52 % de l'Ontario. Il convient également de rappeler que le Québec abrite une grande proportion des entreprises canadiennes des secteurs de la technologie de l'information, de l'aérospatiale, des produits pharmaceutiques et de la biotechnologie. Bien que nombre de ces entreprises soient de grande taille, cela donne à penser que d'importants travaux de R-D sont effectués dans la province.

Dans le cadre de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de 2004, 25 % des PME québécoises ont dit avoir investi dans la R-D en 2004, par rapport à une moyenne nationale de 29 %. Environ 5 % des PME de la province effectuaient beaucoup de recherche, consacrant à la R-D plus de 20 % de leurs investissements (par rapport à 4 % à l'échelle nationale). Selon des études antérieures, les

PME qui avaient accès au financement par capitaux propres avaient généralement plus tendance à mener des activités de R-D que les entreprises à la recherche de financement par emprunt⁵.

À l'échelle nationale, les propriétaires d'entreprise avaient davantage tendance à trouver que des facteurs externes (comme les niveaux d'imposition courants

Figure 3
Dépenses au titre de la recherche-développement au Québec*, de 2000 à 2004



* Excluant la région de la capitale nationale

Source : Statistique Canada. CANSIM, tableau 358-0001 et n° de catalogue 88F0006XIF, Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement.

⁵ J. Baldwin, G. Gellatly et V. Gaudreault. *Financement de l'innovation dans les nouvelles petites entreprises : nouveaux éléments probants provenant du Canada*, mai 2002.

et la réglementation gouvernementale) plutôt que des facteurs internes (comme la compétence en gestion ou une faible rentabilité) constituaient des obstacles à la croissance (voir le tableau 3). Il en allait ainsi pour les entrepreneurs du Québec et ceux de l'ensemble des autres régions. Toutefois, les entrepreneurs québécois étaient particulièrement préoccupés par les niveaux d'imposition et les taux d'assurance, 39 % des entreprises citant les niveaux d'imposition comme un

Tableau 3
Obstacles perçus à la croissance et au développement des entreprises, 2004

| | | PME | Moyenne |
|-------------------|---|-------------|-------------------|
| | | québécoises | nationale des PME |
| | | (%) | |
| Facteurs externes | Niveaux d'imposition | 39 | 47 |
| | Trouver de la main-d'œuvre qualifiée | 33 | 37 |
| | Instabilité de la demande des consommateurs | 33 | 36 |
| | Réglementation gouvernementale | 28 | 33 |
| Facteurs internes | Taux d'assurance | 35 | 36 |
| | Faible rentabilité | 31 | 38 |
| | Accès au financement | 21 | 20 |
| | Compétence en gestion | 14 | 13 |

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Tableau 4
Taux de demande de financement et d'approbation, 2004

| Type de financement | | Colombie-Britannique | Provinces des Prairies | Ontario | Québec | Provinces de l'Atlantique | Canada |
|----------------------------|---------------------|----------------------|------------------------|---------|--------|---------------------------|--------|
| | | (%) | | | | | |
| Emprunt | Taux de demande | 20 | 23 | 15 | 18 | 20 | 19 |
| | Taux d'approbation | 82 | 82 | 77 | 88 | 82 | 81 |
| Crédit-bail | Taux de demande | 4 | 5 | 2 | 3,2 | 3 | 3 |
| | Taux d'approbation | 88 | 99 | 98 | 97 | 94 | 96 |
| Capitaux propres | Taux de demande | 1,1 | 0,9 | 1,3 | 1,4 | 1,7 | 1,2 |
| | Taux d'approbation* | 78 | — | — | — | 80 | — |
| Subvention du gouvernement | Taux de demande | 1,8 | 6 | 1,5 | 3,1 | 3,9 | 3 |
| | Taux d'approbation | — | 72 | 72 | 68 | 80 | 70 |

* Données non disponibles en raison de problèmes de mauvaise qualité des données ou de confidentialité.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

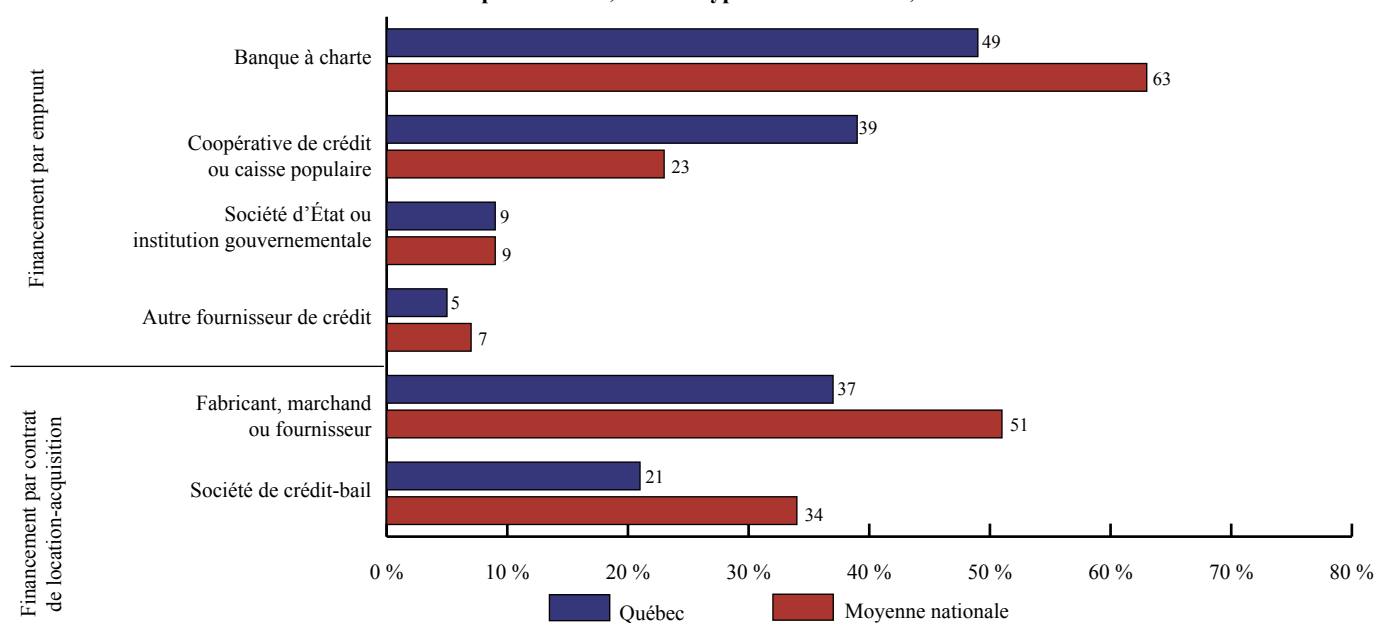
obstacle à la croissance et 35 %, les taux d'assurance. Le faible accès au financement était moins souvent considéré comme un obstacle à la croissance que la plupart des autres facteurs, puisqu'il n'a été mentionné que par 21 % des propriétaires de PME du Québec.

ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

En 2004, 22 % des PME québécoises ont demandé un financement externe sous une forme quelconque. Le tableau 4 donne un aperçu de l'activité en matière de financement des PME dans plusieurs grandes régions du pays en 2004. Il indique, par région, la proportion de PME qui ont demandé diverses formes de financement et les taux d'approbation.

Comme le montre le tableau 4, 18 % des PME québécoises ont demandé un prêt commercial en 2004. Compte tenu de la forte présence des caisses populaires dans la province, seulement 49 % des demandes de prêts commerciaux ont été adressées à des banques à charte (par rapport à 63 % à l'échelle nationale) et 39 %, à des caisses populaires (voir la figure 4). Les demandes de prêts les plus fréquentes émanaient de propriétaires qui cherchaient à financer des immobilisations ou leur fonds de roulement, avec 53 % des demandes de prêt dans chacune de ces catégories.

Figure 4
Fournisseur de services de financement sollicité par les PME, selon le type de financement, 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.*

Le tableau 4 présente également le taux d'approbation des demandes de prêt. Toutefois, parmi celles qui n'ont pas été approuvées, on trouve les demandes qui étaient en cours au moment de la collecte des données ainsi que les cas où les demandes ont été retirées. Après prise en compte de ces cas, environ 9,5 % des demandes de prêt des PME québécoises ont été refusées, soit le taux le plus bas de toutes les régions et de loin inférieur à la moyenne nationale de 12 %.

Environ 3 % des entrepreneurs québécois ont demandé un financement par crédit-bail, et les taux d'approbation à cet égard étaient élevés (plus de 90 %), du même ordre que ceux signalés dans les autres régions.

Le nombre de demandes de financement par capitaux propres était faible dans toutes les régions – moins de 2 % des entreprises ont demandé ce type de financement en 2004. Les différences entre les régions n'étaient pas statistiquement significatives.

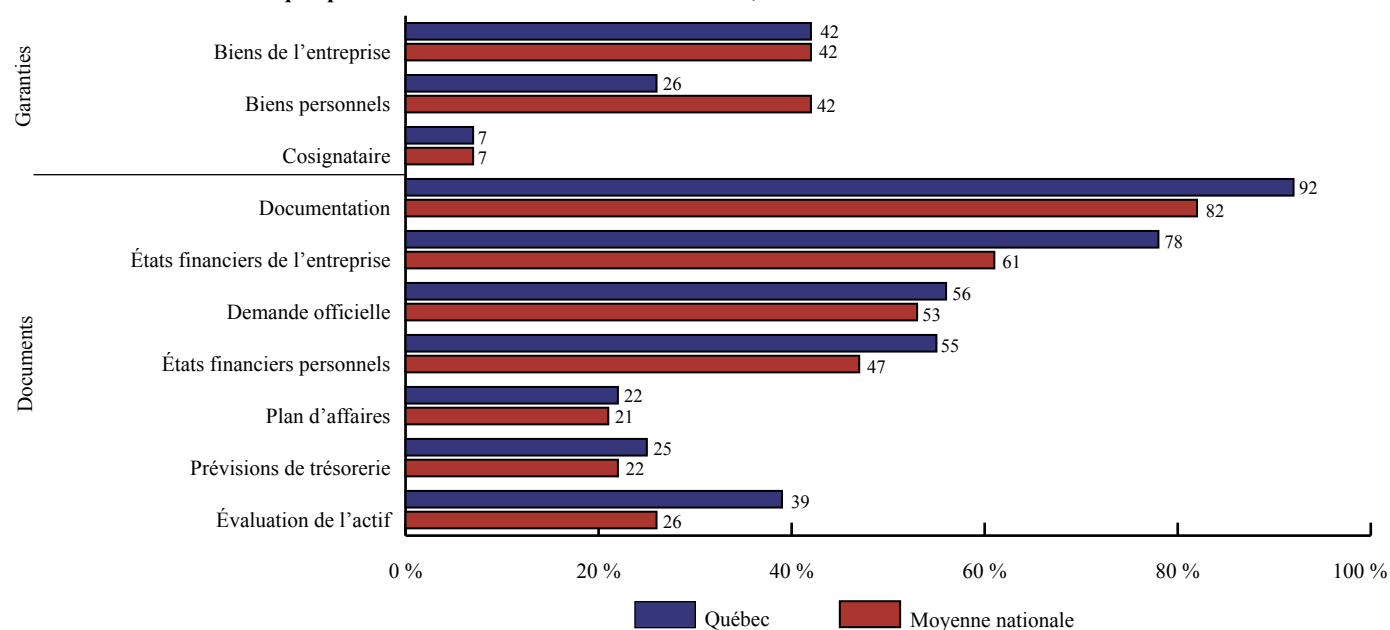
CONTEXTE DU FINANCEMENT AU QUÉBEC

Selon l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* effectuée en 2005 dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des PME, des prêts commerciaux d'une valeur totale d'environ 868 milliards de dollars ont été autorisés à même près de 2 millions d'opérations de prêts dans l'ensemble du pays. Au Québec, des prêts d'une valeur totale de 148 milliards de dollars ont été autorisés par les fournisseurs de service de financement dans le cadre de plus de 349 000 opérations.

À l'échelle nationale, les autorisations de prêts de moins de 250 000 \$ (il est permis de penser que la plupart étaient destinés à de petites entreprises) totalisaient plus de 70 milliards de dollars et ont été accordées dans le cadre d'environ 1,6 million d'opérations. Sur ce total, 42 milliards de dollars n'avaient pas été remboursés à la fin de 2005⁶.

⁶ Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2005.* Il convient de noter que le total des montants autorisés correspond à la somme des montants maximaux que les clients sont autorisés à emprunter auprès d'un fournisseur de services de financement. Ce montant peut différer des emprunts contractés par les clients. L'expression « encours de la dette » est défini comme le capital que tous les clients ont emprunté et qu'ils n'ont pas encore remboursé.

Figure 5
Garanties et documents requis par les fournisseurs de services financiers, 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

En moyenne, les PME du Québec semblent assujetties à des exigences différentes en matière de demande par rapport aux entreprises situées ailleurs au Canada (voir la figure 5). Les bailleurs de fonds du Québec étaient plus susceptibles d'exiger presque tous les types de documents, en particulier les états financiers des propriétaires et de l'entreprise et une évaluation des biens financés, ce qui peut refléter la forte présence des caisses populaires dans la province (voir la figure 4). Pendant l'année de référence, soit 2004, les caisses populaires n'avaient pas encore adopté de méthode d'attribution des prêts en fonction de l'évaluation de la solvabilité comme le faisaient les grandes banques commerciales. Cet état de choses peut expliquer pourquoi des documents supplémentaires étaient demandés.

STRUCTURE DU CAPITAL

En général, les propriétaires de PME se tournent vers des sources informelles de financement, comme les prêts personnels et les épargnes personnelles, pour démarrer leur entreprise ou financer les activités courantes. Les figures 6 et 7 énumèrent les sources

de financement utilisées en 2004 par l'entreprise québécoise moyenne, en regard de l'entreprise canadienne moyenne, à l'étape du démarrage et une fois les opérations bien établies.

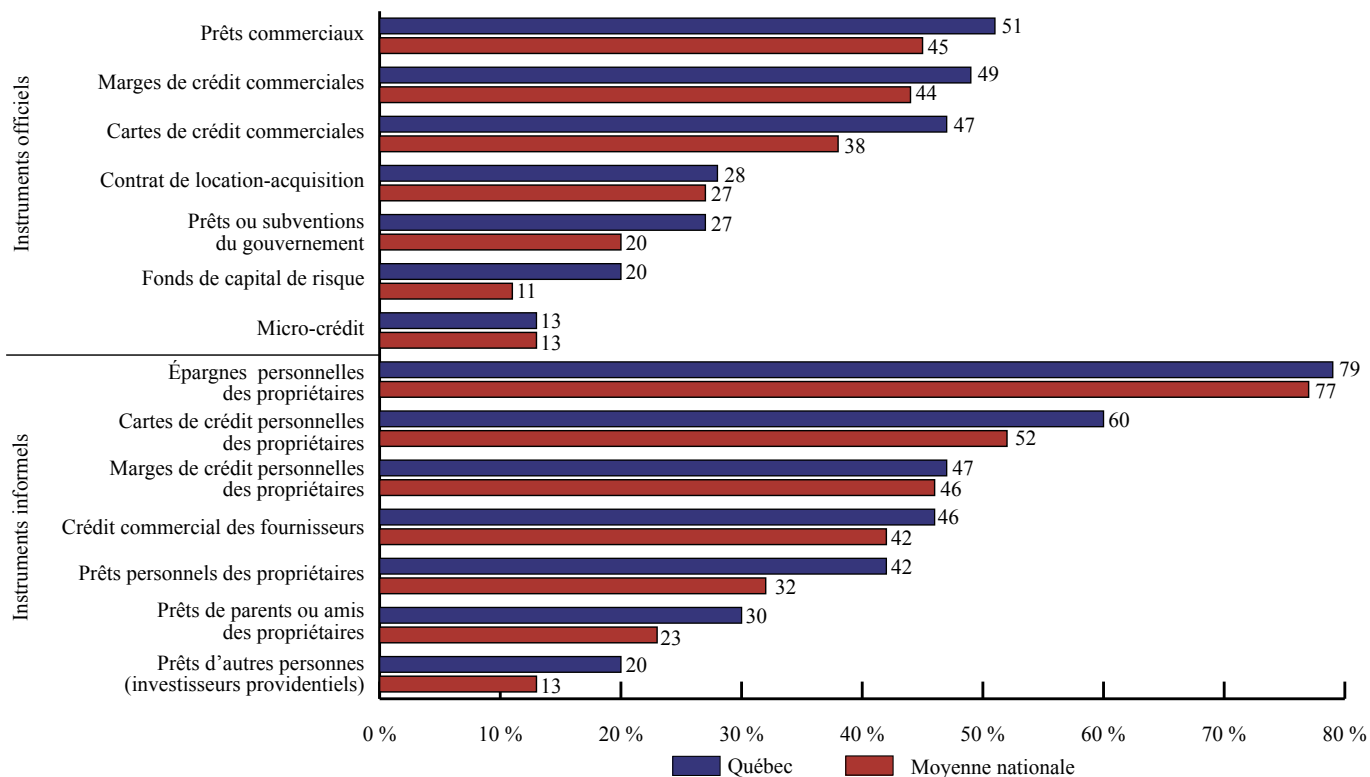
À l'étape du démarrage, les principales sources de capitaux pour les entreprises québécoises et les autres entreprises canadiennes sont les épargnes personnelles et les instruments de crédit personnel. Parmi les entreprises bien établies, les établissements québécois étaient plus nombreux que ceux des autres régions à avoir eu recours à des instruments de crédit officiels, comme les prêts commerciaux, les marges de crédit commerciales et les subventions du gouvernement.

CAPITAL DE RISQUE

Le capital de risque est un moyen de financement souvent utilisé par les entreprises à forte croissance ou axées sur le savoir ou la technologie⁷. Il inclut l'investissement providentiel (financement par capital de risque d'un particulier ayant d'importantes valeurs nettes), les prêts de parents et d'amis et le capital de risque officiel, ainsi que les dettes de second

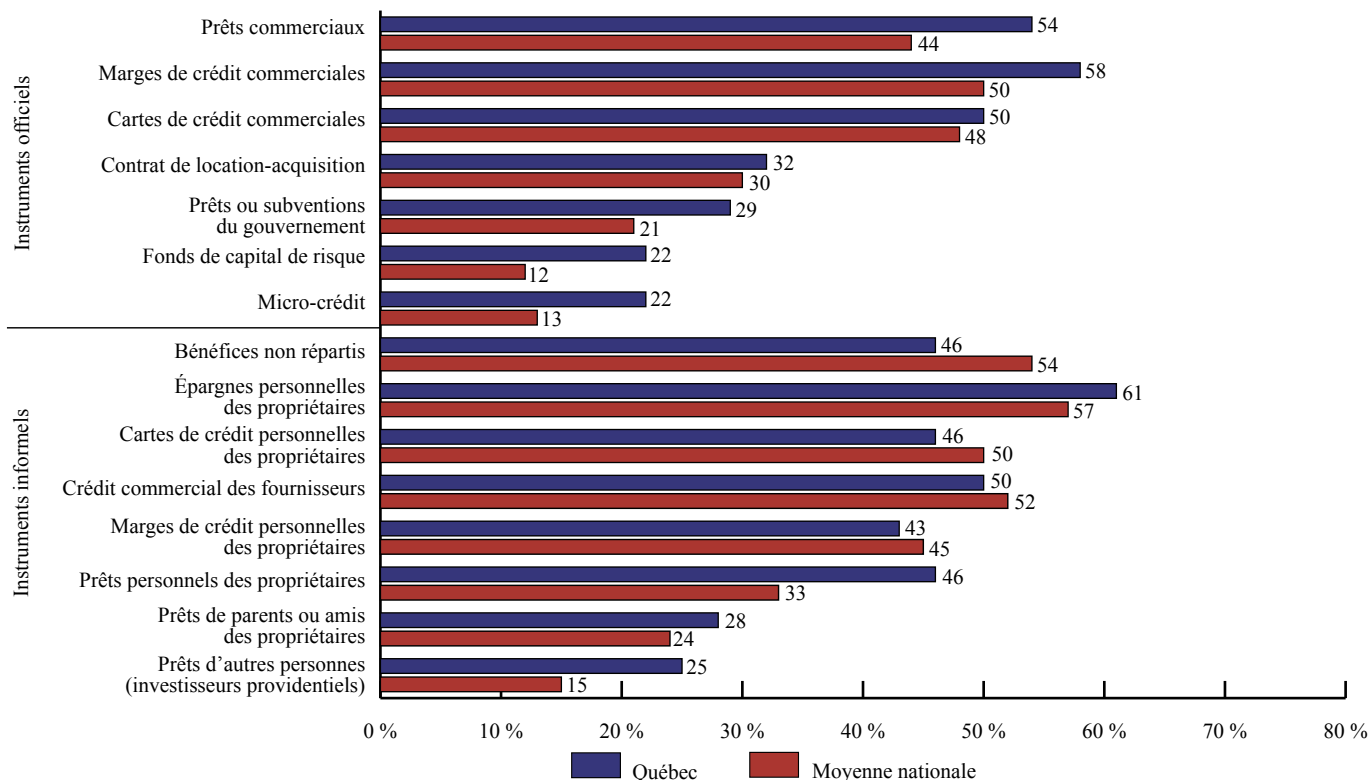
⁷ Industrie Canada. *Marché canadien du capital de risque : Analyse des tendances et des lacunes, 1996-2002*.

Figure 6
Sources de financement utilisées par les entreprises en démarrage*



* Le démarrage correspond à la période précédant la première vente de biens ou de services. La figure comprend toutes les sources de financement utilisées, peu importe que le financement ait été autorisé ou obtenu au cours d'une année antérieure.
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.*

Figure 7
Sources de financement utilisées par les entreprises bien établies, 2004*



* La figure comprend toutes les sources de financement utilisées, peu importe que le financement ait été autorisé ou obtenu au cours d'une année antérieure.
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.*

rang et l'appel public à l'épargne sur les marchés financiers. Les entreprises qui cherchent à obtenir du capital de risque sont généralement à l'étape de démarrage ou sont en train de mettre au point un concept ou un produit et de le lancer sur le marché. Comme ces entreprises ne produisent pas encore de recettes et manquent d'actifs corporels, elles ont de la difficulté à avoir accès au crédit⁸. Le capital de risque leur convient particulièrement, car ce moyen de financement n'exige pas de rentrées de fonds immédiates pour couvrir les remboursements. Parmi les entreprises canadiennes qui, à une certaine étape de leur développement, ont cherché à obtenir du capital de risque :

- 23 % se sont adressées à des parents ou amis pour obtenir un financement;
- 22 % ont sollicité des investisseurs providentiels;
- 20 % se sont tournées vers les actionnaires actuels;
- 7 % ont communiqué avec une entreprise de capital de risque.

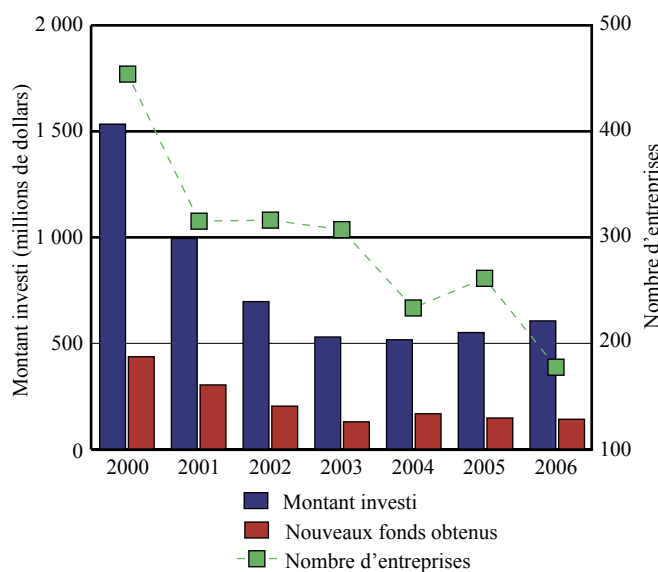
Environ 23 % des entreprises du Québec ont bénéficié d'investissements providentiels au cours de leur exploitation, soit la proportion la plus élevée dans les différentes régions du Canada. Par ailleurs, près de 26 % des entreprises québécoises ont obtenu un financement de parents ou d'amis (classant le Québec au deuxième rang parmi les régions canadiennes, derrière l'Ontario à 27 %)⁹.

Même si plus de 34 % des propriétaires de PME du Québec avaient l'intention de prendre de l'expansion au cours des deux prochaines années, seulement 42 % d'entre eux ont indiqué être prêts à partager la participation dans leur entreprise pour atteindre leurs objectifs de croissance. À titre de comparaison, 39 % des propriétaires d'entreprise au pays s'attendaient à prendre de l'essor et 46 % des entrepreneurs canadiens étaient prêts à partager la participation dans leur entreprise pour obtenir du capital de croissance.

MARCHÉ DU CAPITAL DE RISQUE AU QUÉBEC, DE 2000 À 2006

Le capital de risque est une forme d'investissement utilisée pour aider un petit nombre d'entreprises en démarrage et à forte croissance à mesure qu'elles prennent de l'expansion et dépassent l'étape du capital d'amorçage. En 2006, les sociétés de capital de risque ont investi au total 603 millions de dollars dans les entreprises québécoises, soit le montant le plus élevé après l'Ontario (686 millions). Il s'agit d'une proportion démesurément élevée de capital de risque, soit près de 36 % du total national de 1,693 milliard de dollars. La figure 8 montre les tendances récentes en matière d'investissement en capital de risque au Québec. Comme c'était le cas dans toutes les régions du Canada, ce type d'investissement a atteint son apogée pendant le boom technologique à la fin des années 1990, pour ensuite ralentir par suite de l'éclatement de la bulle technologique en 2000.

Figure 8
Activité relative au capital de risque, au Québec, de 2000 à 2006



Source : Thomson Financial, 2006.

⁸ Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada. *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.

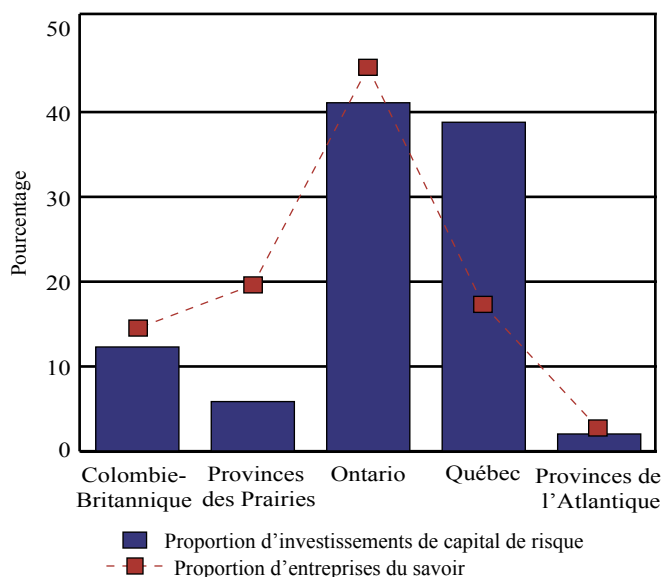
⁹ A. Riding, et B. Bélanger. *Profils de financement des petites entreprises : PME bénéficiant d'un financement informel*, Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada, septembre 2006.

La figure 9 compare la proportion d'investissements en capital de risque dans chaque grande région du pays avec sa part des entreprises axées sur le savoir. Le graphique montre que la proportion d'investissement en capital de risque au Québec est bien plus grande que ce à quoi on s'attendrait d'après sa part des entreprises axées sur le savoir. Cet état de choses est probablement le résultat d'une dominance soutenue du Québec concernant l'obtention de capital de risque (par les petits investisseurs), ce qui a donné lieu à une offre relativement élevée de capital de risque.

RÉSUMÉ ET ANALYSE

Tant les PME du Québec que celles de l'ensemble du Canada sont de petite taille, comptant généralement moins de cinq employés. Comme de nombreuses PME canadiennes, la plupart des PME du Québec se tournent vers des sources informelles de financement, comme les épargnes personnelles et le crédit personnel des propriétaires. Cependant, le mode de financement des PME du Québec diffère à de nombreux égards de celui des autres entreprises canadiennes. Les caisses populaires, qui sont d'importants fournisseurs de prêts pour les PME, semblent exiger plus de documents des PME québécoises. Dans l'ensemble, les entreprises de la province ont également tendance à être un peu moins axées sur la croissance, mais contribuent fortement à l'activité de recherche-développement au Canada et sont plus susceptibles de demander et d'obtenir du capital de risque, lequel constitue une source de financement importante pour les PME à forte croissance et axées sur la technologie. Les entreprises du Québec ont obtenu du capital de risque à un taux disproportionnellement élevé en regard de la part des entreprises de l'industrie du savoir établies dans cette province.

Figure 9
Répartition régionale des investissements en capital de risque, 2006



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada.
Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004;
Thomson Financial, 2006.

RÉFÉRENCES

- Baldwin, J., G. Gellatly et V. Gaudreault. *Financement de l'innovation dans les nouvelles petites entreprises : nouveaux éléments probants provenant du Canada*, Statistique Canada, mai 2002.
- Industrie Canada. *Marché canadien du capital de risque : Analyse des tendances et des lacunes, 1996-2002*.
- Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada. *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.
- Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2004*.
- Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2005*.
- RBC Groupe financier. « Les petites entreprises en tête des gains de productivité au Canada », octobre 2006.
- Riding, A. et B. Bélanger. *Profils de financement des petites entreprises : PME bénéficiant d'un financement informel*, Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada, septembre 2006.
- Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2004.
- Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001, Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe, pour le Canada, les provinces et les territoires.
- Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001 et n° de catalogue 88F006XIF, Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement.
- Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0002, Produit intérieur brut, en termes de dépenses, comptes économiques provinciaux.
- Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux 282-0089 et 282-0012.
- Thomson Financial, *VC Analyst II*, 2006.

PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LE FINANCEMENT DES PME

Les *Profils de financement des petites entreprises*, qui regroupent une série d'articles portant sur des segments particuliers du marché, s'inscrivent dans le cadre des initiatives d'Industrie Canada visant à présenter des rapports sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

Conformément aux recommandations formulées en 1999 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien, le Programme de recherche sur le financement des PME est un vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances, Industrie Canada cherche à broser un tableau complet du financement des petites et moyennes entreprises en publiant des données sur l'offre et la demande.

Dans le cadre du Programme, Statistique Canada mène une série d'enquêtes nationales sur les petites et moyennes entreprises (*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*) et les fournisseurs de services financiers (*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*). En complément, Industrie Canada réalise des études sur certains aspects particuliers du financement des PME.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de recherche sur le financement des PME et avoir accès aux conclusions et rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca. Pour en apprendre davantage sur la méthode de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, visitez le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cet article, faites parvenir un courriel à prfpme@ic.gc.ca.

INFORMATION SUR LE DROIT D'AUTEUR

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa Ontario K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)

Tél. (appels locaux) : 613-941-5995

ATS : 1-800-465-7735

Télé. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)

Télé. (envois locaux) : 613-954-5779

Courriel : publications@tpsgc.gc.ca

Site Web : www.publications.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimedia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada

Bureau 264D, tour Ouest

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-948-1554

Télé. : 613-947-7155

Courriel : production.multimedia.@ic.gc.ca

Cette publication est également disponible par voie électronique en version HTML (www.pme-prf.gc.ca).

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à

copyright.droitdauteur@tpgsc.gc.ca

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu188-4/8-2007F-PDF

ISBN 978-0-662-09679-5

60280

Also available in English under the title *Small Business Financing Profiles – Small and Medium-Sized Enterprises in Quebec*.